

RESOLUTION DU CONSEIL NATIONAL DE PRS 29 ET 30 MARS 2008

Les élections municipales et cantonales ont été dominées par trois phénomènes : abstention, sanction, radicalisation.

L'abstention atteint en effet un niveau record pour ce type d'élections sous la Cinquième République. Pour la première fois, elle progresse même entre les deux tours. Un total faramineux de huit millions d'électeurs de la présidentielle sont restés chez eux. Cette hémorragie frappe davantage la droite mais n'épargne pas la gauche.

La sanction est claire quoi qu'en dise la droite au pouvoir. Le résultat des élections cantonales est le plus significatif car les étiquettes politiques y sont plus lisibles. Au second tour, la gauche obtient 51% des voix contre 44% pour la droite. Neuf mois seulement après la victoire de Nicolas Sarkozy aux présidentielles et législatives, la majorité des Français a brutalement rejeté sa politique.

La radicalisation se manifeste par l'effondrement du Modem et les succès de nombreuses listes de l'autre gauche. Les deux vont souvent de pair. Là où s'est mise en place une alliance PS-Modem, l'abstention bondit et les listes de l'autre gauche réalisent des scores inédits. Elles progressent parfois significativement entre les deux tours.

Ces trois phénomènes signalent que la France est à nouveau entrée en état d'urgence politique. Notre peuple ne se reconnaît pas dans la politique libérale menée par le pouvoir. Il n'est pas non plus entraîné et mobilisé par la gauche dans la forme confuse où celle-ci se présente à lui. D'autres signaux d'alerte doivent être notés. Le déroulement de plusieurs élections a montré que le désistement automatique à gauche était lui-même menacé. Il s'agit pourtant d'un principe fondateur de l'identité et de l'unité de la gauche. Les « primaires » se sont multipliées. Bien que distancées des listes se sont parfois maintenues au deuxième tour. D'autres ont refusé de se désister clairement au second. Au total, de nombreuses villes ont été perdues en raison de mauvais reports de voix à gauche. En outre, la multiplication des stratégies locales, des alliances à la carte, des dissidences de toutes sortes a aggravé la crise des partis comme forme cohérente, lisible, organisée de l'action collective.

La réponse du pouvoir au verdict des urnes aggrave cet état d'urgence. Il s'est pour l'heure contenté d'annoncer divers remaniements visant à renforcer la mainmise de Sarkozy sur l'UMP et le gouvernement, la réforme de la cellule de communication de l'Élysée ainsi que la poursuite de ses réformes dont atteste une session parlementaire particulièrement chargée en remises en cause de nos acquis sociaux et républicains. Il n'est tenu aucun compte du vote des Français. C'est au contraire une accélération des politiques rejetées par eux qui est à l'ordre du jour. Dès lors une confrontation s'annonce dont on ne peut prédire l'issue.

Quelles seront les réponses du côté de la gauche ? Les partis de gauche vont-ils se contenter d'engranger leurs victoires locales en estimant que leurs stratégies ont été confortées ? Le PS va-t-il poursuivre sa mutation vers un parti de centre-gauche calqué sur ses homologues européens qui

souvent gouvernement avec la droite ? Le PCF va-t-il s'engager dans une démarche de rassemblement débouchant sur la construction d'un acteur politique nouveau ? La LCR va-t-elle conclure du résultat des listes ouvertes auxquelles elle a participé qu'elle seule peut incarner l'autre gauche ? Les Congrès des partis de gauche qui se tiendront cette année auront à en décider. Association autonome, PRS respecte les choix des adhérents de ces partis. Elle encourage ceux de ses militants qui en sont membres à prendre part activement à ce débat. Comment sinon construire la réponse de gauche qui fait aujourd'hui cruellement défaut ?

Cette urgence est renforcée par l'évolution de la situation économique mondiale. En quelques mois, la crise des subprimes est devenue une crise de tout le système financier international puis une crise économique d'ensemble. La diffusion de créances douteuses dans toute l'économie et le gonflement artificiel de leur valeur menace le système bancaire de défaillances en série. Les nationalisations plus ou moins déguisées de banques en faillite se multiplient. Les vertus du marché autorégulateur ont été une fois de plus démenties. L'ordre politique du monde vacille. Les Etats-Unis font face à une crise de confiance sans précédent quant au dollar, dont le statut de monnaie de réserve et d'échange internationale commence à être ébranlé. Or la consommation des ménages financée par l'endettement et les bulles immobilières ou boursières ainsi que le financement des déséquilibres extérieurs par l'achat massif de dollars par ses partenaires commerciaux, notamment la Chine et les pays pétroliers, sont les deux piliers du dynamisme économique des Etats-Unis. Leur effondrement provoquerait une récession d'une gravité sans précédent. Elle se diffuserait à l'ensemble du monde. Ses conséquences seraient extrêmement douloureuses et déstabilisatrices pour nos sociétés.

L'heure est donc plus que jamais à des réponses de gauche face au règne sans partage du capital financier qui désarticule les sociétés humaines, à la résurgence galopante de la pauvreté, à l'accélération de la crise écologique. L'heure est plus que jamais à des réponses républicaines et laïques face aux tenants du choc des civilisations. PRS est disponible pour y contribuer avec tous ceux qui en partagent la nécessité.